

L'essor des marchés dans les villages de la rivière des Perles

He Bochuan



Édition électronique

URL : <http://etudesrurales.revues.org/7943>

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 89-107

Référence électronique

He Bochuan, « L'essor des marchés dans les villages de la rivière des Perles », *Études rurales* [En ligne], 161-162 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 27 janvier 2017. URL : <http://etudesrurales.revues.org/7943>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_161&ID_ARTICLE=ETRU_161_0089

L'essor des marchés dans les villages de la rivière des Perles

par He BOCHUAN

| Éditions de l'EHESS | Études rurales

2002/1-2 - N° 161-162

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-1427-0 | pages 89 à 107

Pour citer cet article :

— Bochuan H., L'essor des marchés dans les villages de la rivière des Perles, Études rurales 2002/1-2, N° 161-162, p. 89-107.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

II. Nouveaux héritages

L'ESSOR DES MARCHÉS DANS LES VILLAGES DE LA RIVIÈRE DES PERLES

He Bochuan

LES FORMES PARTICULIÈRES que revêt le développement des activités économiques dans une région donnée sont influencées par des facteurs culturels, économiques et géographiques, mais aussi institutionnels et politiques. Le développement des espaces marchands en Chine n'échappe pas à ces contraintes. Un fait particulier s'est néanmoins produit dans cette partie du monde : alors que les activités marchandes y sont attestées depuis des temps très reculés (plus de deux mille ans), alors que de nombreux écrits illustrent l'essor intense du commerce et de l'art du négoce, notamment sous les dynasties Tang, Song, Ming et Qing, la Chine n'a jamais véritablement développé d'économie de marché ou accédé au stade d'une société capitaliste.

Bien des spécialistes se sont penchés sur cette question et ont avancé des réponses. Pour ma part, j'invoquerai surtout la place accordée à la bureaucratie et le contrôle qu'elle a exercé sur la société marchande, lesquels n'ont cessé de s'étendre depuis la dynastie Qin. Différentes traditions chinoises ont paré de vertus morales abstraites un mode de gouvernement autoritaire, et des autorités locales ont pu s'adonner à

la corruption en raison du pouvoir qui leur était consenti. Les calamités naturelles frappant régulièrement le territoire chinois ont-elles permis que se maintienne un tel pouvoir politique ? Ou bien les problèmes rencontrés ont-ils été renforcés, sinon suscités, par ce mode de gouvernement ?

Quoi qu'il en soit, si le gouvernement chinois n'a cessé de prôner l'unification de la société et du système politique sur l'ensemble du territoire, des règles marchandes homogènes n'ont jamais prévalu en Chine. Il en fut ainsi dans le passé, il en va de même aujourd'hui. C'est la conséquence néfaste de l'intervention très forte des autorités publiques dans la sphère marchande.

Arrivé au pouvoir, le Parti communiste chinois se détourna des campagnes pour s'intéresser aux villes ; trois décennies durant il exerça un contrôle très strict dans tous les domaines – contrôle placé sous le signe de la « planification », y compris idéologique¹ – et manifesta un autoritarisme extrême. Pendant toute cette période, l'expression « économie de marché » fut, dans le vocabulaire officiel, synonyme d'exploitation sans pitié, d'oppression cruelle, d'activité réactionnaire conduisant à la mort d'individus et de groupes. L'économie d'État planifiée s'imposa alors comme seule solution, menant en fait l'économie rurale à l'impasse.

En décembre 1978, la troisième assemblée plénière du onzième Comité central présenta ses conclusions en annonçant une « transformation glorieuse » du Parti communiste chinois : l'ère des réformes était inaugurée. Les premiers

1. *Guangming ribao* (*Quotidien de la clarté*), 9 février 1988.

documents officiels n'évoquaient cependant pas directement l'ouverture économique, pas plus qu'ils ne se référaient au « marché ». Une seule phrase faisait allusion à l'économie de marché : « Les lopins privés des membres des communes populaires, les activités subsidiaires familiales et les marchés périodiques collectivistes sont des éléments nécessaires à une économie socialiste et sont complémentaires. Nul ne peut leur faire obstacle... »²

Si admettre l'importance de ces marchés périodiques dans le cadre d'une économie planifiée prouvait qu'on évoluait vers une économie de marché, celle-ci fut néanmoins très lente et surtout, s'appuyant sur des réformes institutionnelles peu cohérentes, elle suscita l'apparition de problèmes nouveaux. Par ailleurs, il est difficile aujourd'hui de prévoir le terme de ce processus. De nombreuses incertitudes politiques persistent, ce que révèlent les critiques adressées aux économistes soutenant le développement d'une économie de marché. Dans le sud de la Chine, des chercheurs comme Que Jiong ou Zhang Qi ont sans cesse été attaqués au cours des années quatre-vingt, et Gu Huai, dans le nord de la Chine, a connu un destin encore plus cruel. En 1995, dans la ville de Dalian, lors d'une conférence portant sur la réussite économique du delta de la rivière des Perles, un économiste réputé présenta les sept facteurs qui avaient contribué à ce succès : après avoir brossé les traits du contexte historique et géographique, il mit en avant tout ce qui était officiellement considéré comme l'apanage d'une économie planifiée. Ces propos, non seulement n'étaient pas conformes à la réalité, mais témoignaient en outre de la légitimité dont jouit toujours une forme particulière de rhétorique.

Après les assouplissements qui débutèrent, sur le plan idéologique, en 1978, il faudra attendre 1984 pour que les autorités nationales s'attaquent directement à la réforme du système de gestion des prix, arguant de la nécessité d'ajuster l'offre et la demande sur le marché. Il faudra attendre encore un an, 1985, pour que soit proclamée une nouvelle politique. Celle-ci comporte dix mesures officielles concernant les villages, toutes sortes de produits agricoles pouvant désormais être librement négociés sur le marché et pouvant ainsi être vendus à un prix conforme à leur qualité. Tous les moyens de propagande sont mobilisés pour faire des libertés octroyées dans le domaine des activités marchandes, pourtant connues en Chine depuis des millénaires, une innovation sans précédent reflétant le souci éclairé des dirigeants d'améliorer les conditions de vie de la population. Personne n'évoque alors le fait qu'en 1962, lors du plénum de Lushan, un haut dirigeant du Comité central nommé Zhang Wentian avait affirmé qu'il fallait que la Chine « s'ouvre à l'économie de marché », propos pour lequel on lui avait collé l'étiquette d'« élément anti-Parti ». Il est vrai toutefois que, par rapport aux décennies précédentes, c'est là une transformation profonde impliquant l'émergence difficile et tumultueuse d'institutions nouvelles telle la constitution d'espaces marchands.

Au début de l'année 1992, alors qu'un vent de libéralisme économique souffle sur l'ancienne URSS comme sur les pays d'Europe de l'Est, les autorités centrales recourent à un artifice ancré dans les pratiques du gouvernement impérial : un événement particulier se produit,

2. *Renmin ribao* (*Quotidien du peuple*), 6 janvier 1979.

appelé « Deng Xiaoping inspecte le sud de la Chine », au cours duquel le premier dirigeant chinois conforte le mode de développement économique observé dans cette région, donnant son aval à des initiatives sur lesquelles planaient encore le doute. À l'automne de la même année, lors de l'assemblée plénière du Comité central, le nouvel objectif de la politique économique est officiellement proclamé : il s'agit de bâtir un « économie de marché socialiste ». Quatorze ans s'étaient écoulés depuis le début des réformes. Une période de développement économique extrêmement intense débute alors. Les premiers phénomènes d'enrichissement d'individus ou de groupes voient le jour. Après deux années de croissance rapide, celle-ci commence néanmoins à ralentir, processus qui ne s'est pas démenti jusqu'à aujourd'hui.

Dix années ont passé depuis 1992. Les difficultés rencontrées dans les villes et notamment dans les entreprises publiques pour développer une économie de marché ne sont pas encore surmontées. L'économie chinoise demeure largement planifiée, la part réellement octroyée au marché, c'est-à-dire à des activités échappant au contrôle direct des autorités locales ou nationales, restant minoritaire.

Une première phase d'industrialisation a cependant eu lieu dans les zones côtières du sud de la Chine, au prix de la destruction de nombreuses ressources naturelles et d'une forte dégradation de l'environnement. Des produits de mauvaise qualité ou redondants ont inondé les marchés chinois, surtout les marchés ruraux. Cette première phase d'industrialisation s'est accompagnée du développement d'espaces marchands très divers dans les campagnes et, plus particulièrement, dans les villages. Un sec-

teur dynamique s'est néanmoins mis en place malgré les difficultés, révélant différents mécanismes pour s'ajuster aux contraintes existantes ou pour les contourner.

Avant de décrire quatre types de marchés observables dans le delta de la rivière des Perles (province du Guangdong), il convient de souligner que le marché rural chinois ne répond pas véritablement à une demande, et doit faire face à toutes sortes de contraintes, notamment financières et techniques. Plus précisément, le statut très particulier de l'économie chinoise dont l'industrie relève encore largement du secteur étatique et collectif, explique que le développement industriel précède encore celui du marché. Autrement dit, il existe un net décalage entre les produits fabriqués et les besoins, accentué par la faiblesse de la consommation en milieu rural.

À partir de 1985 en effet, pour procéder à des réformes en milieu urbain, les autorités chinoises se sont en quelque sorte détournées du monde rural et des villages censés être autonomes et autosuffisants. Depuis lors la modernisation ne repose plus sur une augmentation de la productivité agricole qui viendrait soutenir un processus d'industrialisation et favoriserait en retour le développement des campagnes. Les mesures prises ont d'abord érigé en modèle dominant la minuscule exploitation familiale ; puis la création de zones économiques spéciales ou de diverses zones de développement économique a attiré la main-d'œuvre paysanne la plus qualifiée, laissant dans les villages les plus âgés ou les moins aptes. À l'abandon dans lequel ont été tenues d'importantes infrastructures telles que les réservoirs ou les réseaux d'irrigation sont venues s'ajouter les conséquences dramatiques

d'une industrialisation très anarchique dans les zones rurales. Le niveau de vie des paysans et surtout les profits qu'ils peuvent tirer de l'agriculture ont tendance à diminuer, ce qui est aggravé par la multiplication des taxes et impôts en tous genres. D'après les chiffres officiels, si le revenu moyen paysan a augmenté de 315 % entre 1990 et 1996 – chiffre qui devrait être revu à la baisse –, les impôts et dépenses obligatoires des foyers ont crû dans le même temps de 454 %. Depuis, l'augmentation annuelle du revenu paysan ne cesse de diminuer : officiellement de 9 % en 1996 par rapport à l'année précédente, elle est passée à 2 % en 2000, et dans certaines régions les revenus paysans ont même baissé³. La grande majorité des articles produits en Chine (soit 70 %) sont consommés par près de 15 % de la population, tous résidents urbains. De plus, les agriculteurs vont être les premiers à pâtir de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce.

Malgré ces difficultés, des espaces marchands extrêmement dynamiques se sont développés en milieu rural, et nous voudrions évoquer ici plus particulièrement ceux du delta de la rivière des Perles. Pour illustrer les différents types de marchés relevés, je prendrai des exemples situés au sein de la municipalité de Canton ou proches de cette dernière. Toutefois pareils marchés existent dans l'ensemble du delta : ils sont caractérisés par l'usage très dense de certains espaces, le recours à une main-d'œuvre largement étrangère à la localité, la mobilisation d'une idéologie marchande très riche et ancrée dans le passé, et enfin l'influence de Hong-Kong pour ce qui concerne les goûts, les besoins et aussi les normes gouvernant la production et les transactions commerciales.

Signalons que le delta de la rivière des Perles représente un douzième du territoire français et que sa population équivaut aux trois quarts de la population française. La densité de population est huit fois supérieure à celle de la France. Environ 70 % de la production industrielle de la province du Guangdong sont concentrés dans les quelque 200 000 entreprises du delta qui pourtant n'occupe que 23 % de la superficie de cette province.

Quatre types de marchés peuvent ainsi être distingués : les marchés situés dans des villages aujourd'hui encerclés par la ville ; les marchés situés dans des villages proches des villes et ayant connu un phénomène d'urbanisation très poussé ; les marchés situés dans des zones de développement économique ; et enfin les marchés situés le long des axes routiers reliant bourgs et municipalités du delta.

J'ai choisi d'écrire un article peu conventionnel mais, j'espère, évocateur d'une certaine réalité chinoise. J'illustrerai mon propos de quelques photos prises sur les marchés en question.

Les marchés villageois au cœur des villes

Si le Parti communiste chinois a accédé au pouvoir avec le slogan « Que les campagnes encerclent les villes », il a cependant très vite considéré les campagnes et leur population comme secondaires, et estimé que l'on devait en extraire des ressources aussi larges que possible pour faire vivre les citadins auxquels furent octroyés de nombreux avantages par rapport aux ruraux. De plus, il s'est agi de faire administrer

3. Zhanlüe yu guanli (*Stratégie et gestion*), 2001, 1 : 54-58 ; Dushu (*Lire*), 2000, 5 : 3-9.

les campagnes par les villes : 890 millions d'individus vivant dans 3 450 000 villages sont ainsi administrés par 663 villes, selon les chiffres publiés au cours de l'année 2000. La province du Guangdong comprend 19 municipalités ayant pour fonction de gérer des districts ruraux, situation qui n'a cessé de créer des tensions entre villes et campagnes.

Deux mesures toutefois contribuent aujourd'hui à renverser le rapport inégalitaire entre monde rural et monde urbain. D'une part, les villages sont officiellement considérés comme propriétaires, à titre collectif, des terres cultivées : seules les terres ne relevant pas explicitement d'un territoire villageois appartiennent à l'État. D'autre part, les anciennes brigades de production, appelées désormais « villages administratifs », sont dirigées à la fois par des comités du Parti et par des organes de pouvoir autonomes, les comités villageois, responsables des affaires internes. Ces deux mesures ont eu des conséquences positives sur les villages proches des villes et qui, du fait de l'urbanisation, se sont trouvés encerclés par la ville. Canton, par exemple, qui, au début des réformes, occupait quelques centaines de kilomètres carrés en couvre, en 2000, 3 700. Du coup, la distance entre la ville et les villages alentour s'est réduite et, parfois, la ville a tout simplement entouré les villages. On compte ainsi 26 « villages encerclés » dans la ville de Zhuhai du delta de la rivière des Perles et 139 à Canton. Il ne s'agit pas de villages administrés par la ville ou situés dans des zones rurales soumises à un phénomène d'urbanisation, mais bien de villages soudain placés au cœur de la ville.

Face à cette situation, l'État a parfois exproprié l'ensemble des terres villageoises, mouve-

ment néanmoins limité par une mesure qui veut que le village reste propriétaire de 15 à 20 % de sa surface initiale afin d'y construire des habitations pour ses résidents. Le plus souvent, il a procédé à des expropriations plus restreintes, laissant aux paysans quelques terres à cultiver.

L'existence d'espaces villageois, même réduits, au sein desquels les organismes municipaux ne peuvent intervenir en raison de l'autonomie accordée aux villages dans la gestion des affaires locales, a encouragé le développement de nombreux marchés. Cette autonomie a d'ailleurs conduit beaucoup de villageois à refuser le statut de résident urbain que leur offraient les gouvernements municipaux désireux de résoudre le casse-tête que constitue l'existence de zones non gérées par la municipalité à l'intérieur de celle-ci. Il existe ainsi dans le nouveau quartier de Tianhe à Canton 13 villages que les autorités municipales ont essayé de faire disparaître en 1997 lors d'un mouvement appelé « dissoudre les villages et réformer les structures locales » : 13 sociétés prenant modèle sur le régime des coopératives ont été créées pour remplacer les 13 villages. Si les autorités villageoises ont accepté la création de pareilles coopératives, chaque villageois étant considéré comme actionnaire, elles ont maintenu les structures passées et ont refusé les permis de résidence urbains qu'on leur avait proposés. Conserver un permis de résidence rural signifiait en effet, dans ce contexte, garder aux espaces en question le statut de villages et tirer profit de l'autonomie qui leur était consentie. Les habitants de ces espaces peuvent de fait les utiliser comme ils le désirent, louer des habitations à qui ils veulent et y développer des marchés. Pendant trois jours, du 5 au 8 juillet 2001, plu-

.....
 sieurs milliers de paysans originaires d'une vingtaine de villages devant être « réformés » ont ainsi organisé des rassemblements collectifs devant les bureaux du gouvernement de Zhuhai, donnant lieu au plus grand mouvement de contestation jamais observé dans cette municipalité. Si cette dernière a été forcée de remettre la restructuration de ces villages à plus tard, les organisateurs de la manifestation ont été désignés comme des « fauteurs de troubles ayant des intentions cachées »⁴.

Ajoutons que les difficultés rencontrées pour intégrer formellement ces villages dans la ville ne naissent pas seulement des résistances de la population rurale mais également de la situation très complexe qui prévaut en ces lieux. Les 139 villages de Canton encerclés par la ville abritent quelque 2 millions de migrants ne possédant qu'un permis de résidence provisoire. Dans l'un de ces villages, Cuode, se sont installés plus de 10 000 migrants. Les sommes allouées par la municipalité de Canton pour « réformer » chaque village ne suffisent absolument pas à reloger et à gérer cette population. C'est sans doute ce qui explique que, malgré la décision prise en 1984 d'intégrer le village de Dongdu à la ville de Canton, tout est resté en l'état.

L'augmentation très nette de la population du delta de la rivière des Perles – elle est passée de plus de 20 millions de personnes en 1980 à 43 millions en 1990 – est due principalement à des flux de migration internes sans précédent. Dans des districts comme celui de Dongguan, la population « provisoire » est trois fois plus importante que la population officielle locale. Les migrants sont particulièrement nombreux dans les villages encerclés par les villes car il leur est plus facile de s'y installer comme mar-

chands que sur les marchés gérés par les municipalités. Originaires de villages d'autres provinces de Chine, il leur est également plus aisé de résider et de travailler avec des paysans que de vivre parmi les citadins. Ceux qui s'installent dans ces villages n'échappent cependant pas au contrôle et d'une certaine façon à la discrimination des institutions citadines envers les membres de la société rurale. Ils doivent ainsi payer une « taxe pour l'embellissement citadin » (alors qu'ils habitent dans un village) au département d'urbanisation de la ville, une « taxe pour l'ajustement de la main-d'œuvre » au département du travail ; ils doivent payer pour obtenir un « permis de résidence provisoire citadin » remis par le Bureau de la sécurité publique et doivent s'acquitter d'une « taxe pour la sécurité » au commissariat le plus proche dont ne sont redevables ni les paysans locaux ni les citadins. Une « taxe pour le contrôle de la natalité » payable au Bureau chargé du contrôle de la municipalité de Canton et une « taxe pour les marchands originaires d'une autre localité » réclamée par le Bureau de l'industrie et du commerce figurent également parmi les dépenses incombant aux seuls migrants. Le montant annuel de ces différentes taxes s'élève à Canton entre 500 et 800 yuans, ce qui représente environ 10 % du salaire perçu par ceux qui travaillent pour les marchands locaux. Non seulement les sommes demandées ne répondent à aucun critère précis, mais les tournées d'inspection sont fréquentes et les migrants qui ne sont pas en règle ou dont le permis de résidence est périmé se voient infliger

4. *Yangcheng wanbao* (*Quotidien du soir de la « ville des chèvres »*), novembre 2001, 12.

toutes sortes d'amendes. Si l'un des avantages des migrants s'installant comme marchands au sein des « villages encerclés » est qu'ils n'ont pas besoin d'obtenir une patente commerciale formelle, cette situation les laisse néanmoins à la merci de certains responsables municipaux susceptibles d'exiger une somme d'argent complémentaire lors de l'établissement des autres autorisations nécessaires, somme d'argent dont le montant est d'autant plus arbitraire que le commerce n'a pas été officiellement enregistré. Certaines autorités villageoises participent à ce procédé en imposant aux migrants l'achat, pour 75 yuans, d'un CD-Rom décrivant les principes fondamentaux du contrôle des naissances.

Dans ces villages, le comité villageois et le comité du Parti créent en général, pour gérer le marché, une « société de développement économique » dont l'activité principale consiste non seulement à prélever les loyers dus par les marchands mais aussi des taxes telle la taxe « pour le maintien de l'hygiène du marché ». Les dirigeants villageois prennent en fait modèle pour ce faire sur les gouvernements municipaux. Les membres du village sont considérés comme des actionnaires à part entière de cette « société de développement économique » et reçoivent chaque année une part des bénéfices issus du marché, en fonction du nombre de leurs actions. Le village en tant qu'entité collective est également détenteur d'un certain nombre d'actions, les sommes ainsi accumulées permettant en théorie de pourvoir à différentes dépenses locales. En réalité, les villageois sont souvent laissés dans l'ignorance des comptes du village, du montant des bénéfices dégagés par le marché et de la part redistribuée aux foyers. Le contrôle exercé par le comité du Parti, et la rapidité avec

laquelle toute critique à l'égard de ce comité est taxée d'action à l'encontre du Parti communiste chinois, empêche souvent les paysans de s'organiser pour réclamer une plus grande transparence des comptes.

Un portique de forme traditionnelle annonce l'entrée d'un village au sein de la ville de Canton : Kangle. Face au portique se trouve l'entrée sud de l'université Zhongshan qui signalait, il y a vingt ans, la fin de l'espace citadin. Le chemin de terre qui séparait autrefois l'université du village a été élargi et goudronné. Le développement urbain a abouti à la construction tout autour du village d'immeubles appartenant à des unités de travail de l'État. Du fait des différences instaurées par le gouvernement chinois entre permis de résidence urbain et permis de résidence rural, des disparités importantes existent aujourd'hui, sur le plan du statut juridique, des possibilités d'éducation et d'emploi, des avantages sociaux et des impôts, entre ceux qui vivent au sein de ce village et les citadins résidant à quelques dizaines de mètres. Ces derniers sont privilégiés dans tous les domaines mentionnés ci-dessus. Les paysans constituent en effet le groupe social auquel les sacrifices les plus grands ont été demandés pour assurer le développement économique de la Chine. Ce statut inférieur est néanmoins compensé par les avantages qu'ils peuvent tirer du contrôle exercé sur un territoire inclus dans la ville mais non géré par elle. Les résidents de Kangle comptent ainsi parmi les villageois les plus prospères du pays : encerclés par la ville mais profitant de l'autonomie reconnue à leur village, ils ont développé sur les 4 kilomètres carrés de celui-ci un marché spécialisé dans la vente de textiles.

Le marché débute juste à l'entrée du village, l'espace résidentiel étant situé dans le fond. Sur le panneau de circulation de couleur bleu situé au premier plan (photo 1) on peut lire : « Interdiction de stationner. Avis du groupe de sécurité du village de Kangle. » Cet avis reflète la possibilité pour les villageois d'intervenir sur le territoire citadin en interdisant aux automobilistes de stationner à la sortie du village, alors que seuls les agents municipaux de la sécurité publique sont légalement autorisés à émettre de telles consignes à cet emplacement. Cette situation illustre à la fois le degré d'autonomie dont jouissent les villages et l'impuissance et la tolérance dont font preuve les autorités de la ville.

Elle rend également compte des modes de résistance auxquels les paysans ont recours pour se prémunir de traitements trop injustes, et qui prennent appui sur un principe de justice fondamentale : le droit de chaque individu à la survie. La reconnaissance de ce droit explique que l'application stricte de la loi soit parfois reléguée à une place secondaire par les autorités locales.

Ce marché de textiles est le plus important de la capitale provinciale, un marché de gros qui s'est peu à peu développé là où, au début des années quatre-vingt-dix, se trouvait un marché rural regroupant essentiellement des maraîchers et des bouchers. Devant l'essor du secteur de la boucherie, le gouvernement de la



Photo 1.

municipalité de Canton a demandé et obtenu, prétextant des raisons d'hygiène, que l'on déplace ce marché rural sur un autre site. Certains villageois ont alors commencé à utiliser l'espace disponible pour y placer des étals et vendre toutes sortes de textiles, puis ont baptisé ce lieu, qui n'était au départ qu'un petit marché, « marché de textiles de l'université Zhongshan », empruntant ainsi l'enseigne prestigieuse qui leur faisait face. Plusieurs centaines de commerçants venus de différentes régions de Chine y sont aujourd'hui installés. Le marché compte en tout 1 millier de personnes. Les marchands originaires de Kangle embauchant des ouvriers migrants pour les seconder, la population d'individus résidant officiellement dans une autre localité y est élevée.

S'il est difficile de retracer les étapes du développement de ce marché textile, il convient toutefois de préciser que l'existence d'un tel espace marchand est étroitement liée à l'importance de l'industrie locale de prêt-à-porter, la province du Guangdong assurant 34,1 % des exportations nationales dans ce domaine. Cette industrie est concentrée dans le delta de la rivière des Perles. Il faut également souligner que les normes mises en place par la municipalité pour vérifier la qualité des produits vendus sur les marchés ne peuvent être appliquées ici : les malfaçons et les articles frauduleux sont donc légion à Kangle, situation tolérée encore une fois au nom du droit de chacun à la survie économique. La municipalité de Canton s'est néanmoins donné un délai de cinq ans pour faire disparaître ces villages et intégrer ces marchés aux structures existantes.

Les marchés dans les villages urbanisés

Dans les villages qui se trouvent à la périphérie des villes, l'État intervient régulièrement depuis le début des années quatre-vingt-dix pour exproprier une partie des terres et les revendre à des entrepreneurs, lesquels construisent alors des logements pour la population citadine. Signalons que les projets de construction qui ont vu le jour en 1992 et 1993 ont été tellement nombreux que plus de 20 millions de mètres carrés de logements et de bâtiments industriels demeurent inoccupés dans la province du Guangdong⁵.

Ces villages sont également habités aujourd'hui par des ouvriers migrants qui louent les anciennes maisons des villageois, ces derniers ayant pour la plupart fait construire de nouvelles habitations grâce aux compensations de l'expropriation. L'augmentation soudaine de la population villageoise et donc l'apparition de nouveaux besoins dans le domaine de la consommation, associée à la perte d'une grande partie des terres autrefois cultivées, ont encouragé les paysans à se tourner vers les activités commerciales. Les espaces marchands au sein de ces villages se sont étendus, et on y distingue trois types de marchés : le marché traditionnel vend des produits ruraux, un autre marché vend des produits de nécessité courante pour la maison, et un marché périodique, qui se tient deux ou trois fois par semaine, vend des produits plus spécifiques : vaisselle, jouets, etc.

5. Officiellement, les terres octroyées à des entrepreneurs et restées en friche pendant deux ans ou plus peuvent être récupérées par l'État. Dans les faits, cette règle est rarement observée, les paysans s'avisant parfois, à leurs risques et périls, de cultiver à nouveau des parcelles qui, en théorie, n'appartiennent plus au village.

Le marché rural traditionnel demeure plutôt rustique dans sa structure et n'obéit pas encore à des règles précises concernant les emplacements autorisés. La réponse des paysans à l'augmentation massive de la population locale a été en effet très rapide, ce qui est révélateur d'un dynamisme économique que n'ont pas entamé trente années de système collectiviste. Pressés par la nécessité de trouver des ressources pour assurer le bien-être des membres de la famille, les paysans se soucient peu en général des mesures qui sont prises à Pékin. Cette même nécessité explique cependant les stratégies de résistance et de contournement de la politique officielle qu'ils ont mises au point au cours des décennies maoïstes.

Les articles vendus sur le marché des produits de nécessité courante – où domine le plastique – reflètent le niveau de vie encore très faible des paysans et des ouvriers migrants. Le 23 août 2000, le *Quotidien du peuple* publie une enquête concernant l'évolution de la consommation moyenne par individu : elle est de 191 dollars américains pour un paysan, celle d'un citadin étant trois fois et demi supérieure. Entre 1979 et 1985 le revenu net des personnes possédant un permis de résidence villageois s'est élevé en moyenne de 15,2 % ; entre 1986 et 1997 il a progressé de 4,1 % seulement. Ce revenu net n'est composé que pour moitié d'argent liquide, l'autre moitié provenant des produits agricoles cultivés et utilisés pour la consommation familiale. Dans certaines régions de l'ouest de la Chine, le revenu paysan n'a tout simplement pas augmenté – il a même parfois diminué⁶ – tout au long des années quatre-vingt-dix. Selon les chiffres officiels fournis par les autorités provinciales du Guangdong, le

revenu net par habitant des zones rurales est de 440 dollars américains en 2000 (soit un accroissement de 0,7 % par rapport à l'année précédente), alors qu'il est de 1 176 dollars pour les citadins, marquant une hausse de 7 % par rapport à 1999. Les chiffres donnés pour les campagnes sont aujourd'hui contestés par de nombreux spécialistes qui les disent « gonflés ». Ils montrent néanmoins que si telle est la situation des paysans chinois dans l'une des provinces les plus développées de Chine, le fameux « marché chinois » qui fait rêver tant d'entrepreneurs étrangers est loin d'avoir pris forme.

Quand on se promène dans un village ayant connu un rapide processus d'urbanisation, on s'aperçoit que le marché ne possède pas d'espace bien circonscrit : il se prolonge entre des ruelles exiguës, les paysans s'étant efforcés de construire autant d'habitations que possible dans la zone résidentielle. Les étals occupent souvent le rez-de-chaussée des maisons. Ce type de marché échappe, comme le précédent, aux normes ou règles que voudraient instaurer les autorités nationales. Il en résulte bien sûr une absence de contrôle de la qualité des produits ou de l'hygiène, mais en même temps, dans cet espace, les paysans, que l'État a en quelque sorte abandonnés à leur sort en leur accordant une certaine forme d'autonomie, peuvent prendre des initiatives, se concerter, faire preuve de créativité en établissant des usages communs.

La photo 2 illustre un marché traditionnel qui s'étend sur un espace devenu cinq fois plus grand qu'au milieu des années quatre-vingt, des

6. Zhanlue yu gaige, 2001, 2 : 70.



Photo 2.

paysans de villages éloignés venant y vendre leurs produits notamment aux nombreux ouvriers migrants. Malgré le développement de l'industrie et du commerce, le delta de la rivière des Perles demeure principalement tourné vers l'agriculture. Un tiers des produits agricoles exportés par la Chine sont originaires de la province du Guangdong, et la plupart sont cultivés dans le delta de la rivière des Perles.

La photo 3 (p. 102) illustre le développement d'un nouveau quartier au sein du marché des produits de nécessité courante. Des emplacements ont été délimités et loués à certains villageois. Cette paysanne cherche ainsi à sous-louer l'espace qui lui a été attribué. Sur

l'affiche on peut lire : « Commerce animé⁷. Peut être loué à tout moment. » Nous sommes retournés huit jours de suite sur ce marché. Le lendemain du jour où cette photo a été prise, un marchand y installait déjà ses articles : toutes sortes d'ustensiles pour faire la cuisine. Le troisième jour, les clients se pressaient autour de son étal. Le commerce était véritablement devenu très « animé ». Le huitième jour, les étals voisins étaient tous loués.

La plupart des marchands qui travaillent sur ce type de marché ne possèdent pas de patente,

⁷. Cet adjectif signifie ici que l'étal est bien situé, dans un lieu passant, et que les clients ne manqueront pas.



Photo 3.

voire de permis de résidence en bonne et due forme. Ils ne payent pas d'impôts. Les droits de ceux qui leur louent les emplacements sont souvent peu clairs, de même que ne sont pas définies les responsabilités légales de ces vendeurs. Il suffit à ces derniers de donner un peu d'argent aux équipes chargées de la sécurité pour que leur légitimité à officier au sein du marché soit en quelque sorte reconnue. C'est précisément ce type de marché, sur lequel il est tellement facile de s'installer, qui a offert à de nombreux ouvriers des entreprises d'État au « chômage technique » des moyens de survivre. On compte en effet aujourd'hui en Chine quelque 20 millions de personnes au chômage

technique, sans parler des « chômeurs » officiels, titre que les institutions publiques attribuent à une infime partie seulement de ceux qui sont effectivement au chômage.

Autrement dit, les réformes n'ont été possibles que grâce à des changements institutionnels, mais ce qui exerce une influence sur les conséquences, souvent non anticipées, de ces réformes, c'est l'accumulation des actions individuelles menées par les membres de la société, y compris bien sûr par les couches inférieures. Ce sont ces actions qui ont validé certaines formes économiques, qui en ont ignoré d'autres et qui ont contraint en retour les autorités à de nouveaux choix institutionnels.

Les marchés des zones de développement économique

Dans de nombreux districts ruraux de Chine, des zones ont été délimitées comme pouvant accueillir les investissements des entrepreneurs chinois ou étrangers. Ces régions ont vu rapidement augmenter le nombre de leurs entreprises, de leurs ouvriers et employés, ce qui a encouragé les villages environnants à multiplier activités commerciales et espaces marchands.

Certaines régions du delta de la rivière des Perles, éloignées des grands axes routiers, entravées par les multiples cours d'eau à franchir pour les gagner, ont ainsi connu au cours des années quatre-vingt-dix une profonde transformation. D'une part, pour soutenir le développement de ces enclaves, une partie des terres a été expropriée, les villageois n'ayant conservé que 20 % des terres cultivées. Dans le district de Panyu, 54 km² ont été expropriés, la moitié de cette surface ayant été confiée à un entrepreneur hong-kongais désireux de construire, en pleine campagne, une ville nouvelle située à mi-chemin entre Hong-Kong et Canton, et tournée vers les activités culturelles et scientifiques. L'embauche de la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des projets d'infrastructure a bouleversé la structure des villages de la région où l'on a édifié des habitations nouvelles et créé de nouveaux marchés. Quelques-uns sont consacrés à la vente des produits ruraux locaux aux nouveaux habitants de ces zones dites d'ouverture économique.

Le nombre d'enfants qui arrêtent l'école après le primaire n'a cessé de croître dans les zones rurales depuis le début des années quatre-vingt-dix sous l'influence conjuguée des dépenses scolaires (celles-ci ont été multipliées par

dix dans certains villages depuis le début des réformes) et du souhait des familles de diversifier leurs activités et de mobiliser toutes les ressources disponibles.

L'espace marchand dans ces villages est souvent réparti en rues spécialisées dans un commerce donné, telle la restauration. Sa superficie est à la mesure de la croissance extrêmement rapide des populations villageoises due à l'arrivée d'employés et d'ouvriers originaires d'autres localités. En 1993 par exemple, le village de Linzhou comptait un peu plus d'1 million d'habitants. Ils sont plus de 20 000 en 2001. Un vaste marché s'étend ainsi aujourd'hui sur ce qui était alors des terres cultivées couvrant 500 m². Il répond non seulement aux besoins de la nouvelle population locale, mais est aussi devenu un centre de commerce et de loisirs pour les paysans des villages des alentours.

Ces espaces marchands sont caractérisés à la fois par l'influence des commerces existant dans les grandes villes voisines comme Canton ou Hong-Kong et par le mode de vie paysan, dont le jeu de billard pratiqué dans la rue est une illustration.

Le développement industriel préconisé – installer les industries dans les zones rurales – pour éviter une migration trop importante des campagnes vers les villes explique l'urbanisation soudaine de certains villages (photo 4, p. 104). On dénombre plus de 200 000 entreprises dans le delta de la rivière des Perles, ayant attiré quelque 20 millions d'ouvriers migrants fabriquant de jour et de nuit toutes sortes de produits. Ces immeubles, construits par les autorités villageoises, accueillent cette main-d'œuvre ouvrière.



Photo 4.

Les marchés situés le long des axes de communication

Les marchés qui se développent dans les districts ruraux connaissent souvent un processus de spécialisation, malgré leur éloignement des grands centres urbains. On trouve ainsi dans le bourg de Shaqi à Zhongshan l'un des plus grands marchés spécialisés en vêtements de sport. Dans celui de Shuikou à Kaiping se concentre le plus grand nombre de fabricants et marchands de chauffe-eau, réunissant 411 entreprises spécialisées et 104 établissements commerciaux, ces derniers se succédant sur 5 kilomètres le long des routes principales et secondaires. Le bourg de Gu à Zhongshan est

aujourd'hui appelé la « capitale des ampoules électriques » : on y fabrique plus de 60 % de la production nationale. Le bourg de Leliu à Shunde s'est spécialisé dans la production et la vente de bicyclettes : on y propose plus de 200 modèles et on y vend près de 5 millions de vélos par an.

Le même processus de spécialisation touche certains produits agricoles. Ainsi, au début de l'année 2001, le district de Shunde compte 283 marchands de fleurs et de plantes et, dans l'une des parties de ce district, on cultive des plantes d'intérieur ou de jardin sur 2 758 hectares.

Dans le bourg de Zhangmutou à Dongguan se trouve un marché de gros spécialisé dans la

vente de céréales : s'étendant sur environ 150 000 m², il abrite 200 négociants proposant plus de 300 types de produits. Deux voies de chemin de fer relient Zhangmutou aux villes voisines et plus de 6 000 tonnes de marchandises parviennent chaque jour dans ce petit bourg rural dont le nom est connu dans de nombreuses provinces du sud de la Chine. Plusieurs facteurs sont à l'origine du développement de ce marché : le fait, entre autres, qu'au début des années quatre-vingt-dix une négociante de la province du Jiangxi de Zhangmutou ait choisi ce lieu pour y vendre certains produits agricoles, auquel s'ajoute la présence à Zhangmutou d'une main-d'œuvre migrante pléthorique, ce bourg étant situé à l'intersection de voies de chemin de fer.

Certains bourgs se spécialisent dans deux domaines différents : Humen à Dongguan a été baptisé « le premier bourg de Chine dans la confection de prêt-à-porter » mais on y trouve également l'un des marchés de gros les plus importants du sud de la Chine pour ce qui est des produits maraîchers.

Outre leur spécialisation dans un secteur très précis, tous les marchés qui viennent d'être évoqués ont pour caractéristique de s'étendre sur des terres villageoises le long des axes routiers reliant deux ou plusieurs bourgs ou villes. Tel l'espace marchand qui occupe 16 kilomètres des deux côtés de la route principale reliant Canton à Foshan, et qui traverse les districts ruraux des villes de Canton, Nanhai et Foshan. À partir de Foshan, d'autres routes mènent vers Shunde et Zhongshan, soit vers des régions très développées du delta. Ces 16 kilomètres constituent donc l'une des voies les plus empruntées de la région, et les marchés spécialisés s'y suc-

cèdent. Le noyau initial de cet espace marchand se situe près de Canton, les villages voisins de cette grande métropole ayant décidé de faire construire des emplacements commerciaux et de les louer à des marchands, originaires pour la plupart de Canton mais pouvant bénéficier là de loyers inférieurs de 50 % à ceux pratiqués dans la capitale provinciale. Puis le marché s'est progressivement étendu, des marchands des villes de Nanhai et de Shunde mais surtout des bourgs voisins de la route s'y sont établis et se sont spécialisés dans la vente d'un produit. Le marché du meuble, bien que récemment en déclin, réunit quelque 1 000 commerces le long de la route en approchant de Nanhai. Il propose des articles uniformes, les petits fabricants s'inspirant tous des mêmes modèles. À proximité se sont rapidement développés un marché du bois pour répondre à la demande des entreprises locales puis un marché d'objets de décoration qui s'illustre en revanche par l'incroyable diversité de ses articles. Soulignons que certains paysans ont parfois requis des autorités villageoises l'autorisation de leur louer, pour une période de cinquante ans, des terres sur lesquelles ils ont fait construire des boutiques qu'ils louent ensuite à toutes sortes de négociants.

L'acier inoxydable est considéré comme un symbole de modernité, d'où le nombre très élevé de commerces dont les produits exhibent ce matériau (photo 5 p. 106).

*
* *

Le développement de ces différents types de marchés traduit la rapidité comme la diversité des réponses paysannes aux changements



Photo 5.

institutionnels et aux transformations économiques. Face à l'absence de modèles et d'usages stabilisés du fait de la disparition des activités marchandes officielles pendant plusieurs décennies, de nouvelles formes d'espaces marchands ont vu le jour. Que ces derniers naissent tantôt d'une mesure officielle – l'autonomie accordée aux villages –, tantôt de l'urbanisation et de l'industrialisation ou de l'exploitation d'un emplacement géographique privilégié le long des grands axes routiers, il s'agit à chaque fois, pour les habitants des zones rurales, de tirer parti de l'une de leurs principales ressources : les terres villageoises et l'espace qu'elles délimitent.

Les villageois, considérés comme propriétaires des terres, ne possèdent en réalité qu'un droit d'usufruit : en effet ils ne peuvent les vendre mais seulement les louer tout en étant dans l'impossibilité de refuser une expropriation si cette dernière a été avalisée par les autorités nationales. Toutefois, l'existence d'un espace donné et le contrôle exercé sur celui-ci par la population villageoise sont en définitive les principaux facteurs, avec l'apparition de besoins nouveaux en matière de consommation dus à l'urbanisation et aux migrations internes, qui expliquent le développement de marchés extrêmement dynamiques, tournés vers les produits ruraux ou industriels, dans certains villages chinois.

Résumé

He Bochuan, *L'essor des marchés dans les villages de la rivière des Perles*

À partir d'un reportage photographique effectué dans le delta de la rivière des Perles, l'auteur distingue quatre types de marchés : ceux situés dans des villages aujourd'hui encerclés par la ville ; ceux situés dans des villages proches des villes et qui accueillent une population migrante importante ; ceux situés dans des zones de développement économique et enfin ceux situés le long des axes routiers. Il montre que, dans chacune de ces configurations, les habitants utilisent au mieux leur principale ressource : l'espace des terres villageoises.

Abstract

He Bochuan, *Thriving markets in villages along the Pearl River*

A photographic report from the Pearl River delta is used to distinguish between four types of markets: those located in villages now surrounded by the city; those that, located in villages near cities, attract large numbers of migrants; those located in economic development zones; and those located along highways. The inhabitants in each type are capable of putting to profit the major resource they own: village land.